



73^e Session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Points 69 et 136 de l'ordre du jour

Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme Revised estimates resulting from resolutions and decisions adopted by the Human Rights Council

New York, le 14 décembre 2018

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein. Nous saluons la présentation des rapports du Secrétaire général et du CCQAB relatifs à ce point de l'ordre du jour.

Cette année, nous célébrons le 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un document qui reste, aujourd'hui encore, la clé de voûte de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Promouvoir et protéger les droits de l'homme constituent à la fois un principe fondamental et un objectif clé des Nations Unies. Les droits de l'homme viennent étayer les deux autres piliers des Nations Unies que sont la paix et la sécurité ainsi que le développement durable. Il est par conséquent essentiel de renforcer le pilier des droits de l'homme dans l'intérêt du système des Nations Unies dans son ensemble pour permettre à l'organisation de s'acquitter de ses mandats avec efficacité et efficacie.

Madame la Présidente,

Nos délégations font part de leur profonde inquiétude quant au manque chronique de ressources allouées au pilier des droits de l'homme. Les ressources actuelles sont largement insuffisantes pour couvrir les besoins de l'ONU et de ses États membres. Selon le HCDH, ce sont les contributions volontaires qui permettent de financer pas moins de 10% des activités menées en vertu d'un mandat officiel, alors qu'elles devraient être financées grâce au budget ordinaire.

Nous sommes fermement persuadés que le budget ordinaire des Nations Unies devrait tout au moins couvrir les coûts liés aux activités prescrites par le Conseil des droits de l'homme et les autres organismes intergouvernementaux pertinents.

Ce budget devrait également permettre au HCDH de répondre aux demandes d'assistance technique des États membres et d'assurer une présence appropriée sur le terrain. En outre, nous sommes convaincus qu'il est essentiel d'apporter au Conseil des droits de l'homme un soutien financier suffisant pour assurer son succès et son efficacité dans le domaine de la promotion, du respect et de la mise en œuvre des droits de l'homme.

Nous restons fidèles à notre engagement en faveur d'un renforcement du pilier des droits de l'homme de l'ONU et appelons les États membres et le secrétariat à travailler main dans la main pour atteindre cet objectif capital.

Madame la Présidente, je vous remercie.

Unofficial translation

Madame Chair,

I have the honour of speaking on behalf of Switzerland and Liechtenstein. We welcome the reports of the Secretary-General and of the ACABQ on this agenda item.

This year, we commemorate the 70th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, a document which remains to this day the backbone of the promotion and protection of human rights. The promotion and protection of human rights is a key purpose as well as guiding principle of the United Nations. Human rights also reinforce the two other pillars of the UN, peace and security and sustainable development. The strengthening of the human rights pillar is therefore of crucial importance for the entire UN system and its effective and efficient mandate delivery.

Madame Chair,

Our delegations express deep concerns about the chronic lack of resources to the UN's human rights' pillar. Current resources allocated to human rights activities are by far insufficient to cover the needs of the UN and its member states. According to the OHCHR, as much as 10 per cent of officially mandated activities that ought to be financed by the regular budget are currently funded through voluntary contributions.

We firmly believe that the UN regular budget should at the very least cover all costs of activities mandated by the Human Rights Council and other relevant intergovernmental bodies. It should also allow the OHCHR to respond positively to Member States' requests for technical assistance and to ensure an appropriate field presence. Moreover, we are convinced that adequate financial support for the Human Rights Council itself is essential for its success and effectiveness in promoting, ensuring respect for and implementing human rights.

We will continue our engagement to ensure the strengthening of the human rights pillar of the United Nations and call upon the Member States and the Secretariat to work together to achieve this important goal.

Madame Chair, thank you.